



CISSA-ACSEI Consultations prébudgétaires de 2017 – 3 Octobre 2016

Introduction:

L'Alliance Canadienne du Secteur de l'Établissement des Immigrants - The Canadian Immigrant Settlement Sector Alliance (CISSA-ACSEI) est une association pancanadienne qui représente le secteur de l'établissement des immigrants au Canada, y compris apportant l'expertise du secteur ayant une influence sur les politiques et les programmes publics visant à améliorer l'établissement et l'intégration des immigrants et des réfugiés. L'adhésion à CISSA-ACSEI, composé d'organisations cadres provinciales et nationales, représente plus de 400 organismes d'établissement des immigrants et réfugiés à travers le Canada. CISSA-ACSEI est particulièrement bien placé pour fournir une expertise spécialisée pour les services d'établissement et d'intégration pour les immigrants à la société canadienne, et une perspective nationale sur les consultations prébudgétaires de 2017.

Les programmes d'immigration et d'établissement ont un impact direct sur le bien-être de l'économie canadienne. Le Canada fait face à de graves pénuries de main-d'œuvre, une population vieillissante et recule de la natalité. Il est également nécessaire d'attirer et de retenir les immigrants dans les petites communautés à travers le Canada. Dans certaines régions du pays telle que dans le Canada Atlantique certaines provinces ont mis en place des stratégies pour l'accroissement de population qui dépend largement des niveaux plus élevés de l'immigration.

L'allocation du budget national d'établissement est directement liée à notre capacité, en tant que pays, de bien intégrer les nouveaux arrivants au niveau économique et social. Le gouvernement du Canada a récemment indiqué son désir de mettre en place un plan pluriannuel d'immigration avec des niveaux d'immigration plus élevés pour les classes économiques, familiales et humanitaires. Nous craignons qu'avec la probabilité de croissance de taux d'immigration au cours des prochaines années, le budget national d'établissement actuel ne réponde même pas aux besoins actuels à travers le pays. Tandis que nos membres soutient la récente initiative de réinstallation de réfugiés Syriens, celle-ci a placé au premier rang plusieurs défis associés avec le programme d'établissement à travers le Canada.

Les Exigences pour le Programme des Langues:

La capacité de parler efficacement une des langues officielles du Canada est la clé pour la cohésion et l'intégration sociale, y compris le marché du travail. Les classes offertes par le programme de langue financé par le Gouvernement Fédéral – Enseignement de la Langue pour les Nouveaux Arrivants au Canada (LINC) ont actuellement des listes d'attente dans la plupart des régions du Canada. La Province de la Colombie-Britannique et en Alberta, par exemple, ont de listes d'attente pour 5,000 et 4,400 places respectivement. Ces chiffres ne tiennent pas compte de places en garderie. Les garderies permettent aux mères immigrantes et réfugiées à assister aux cours de langue. Faire attendre les nouveaux arrivants et les réfugiés pendant des mois, parfois plus d'un an pour les cours de langue n'est pas acceptable -- une perte de capital humain et crée des retards inutiles dans le processus de leur intégration.

Participation au Marché du Travail et Soutien à l'Emploi:

L'un des désirs immédiats de la plupart de nouveaux arrivants immigrants et réfugiés est leur intérêt de travailler et de contribuer au Canada. Alors que l'absence de programmes linguistiques adéquates limite leur capacité à participer au marché du travail et/ou d'atteindre leur pleine capacité, qu'il y a aussi un besoin accru pour des programmes de formation et d'emploi conçu spécifiquement pour les nouveaux arrivants qualifiés et non-qualifiés. L'approche actuelle de la stratégie du Canada pour l'emploi ne répond pas aux besoins spécifiques des nouveaux arrivants au Canada. Les modèles précédents comme la formation fournie dans le cadre de projets qui offre une formation linguistique professionnelle, stage formation de compétence, expérience de travail rémunéré/placement (subventions salariales) contribueraient davantage à l'intégration économique des nouveaux arrivants que la plupart des approches actuelles. Des fonds additionnels pour soutenir la rétention de nouveaux arrivants au lieu de travail, formation des compétences non techniques, fonds pour l'amélioration des compétences, soutien aux parcours de carrière alternatifs, certain programme d'engagement d'employeur renforcerait largement notre capacité à faciliter l'intégration économique des nouveaux arrivants.

Immigration Humanitaire – Nécessité de soutiens spécialisés additionnels:

Depuis la révision importante de la Loi du Canada sur l'Immigration en Juin 2002 (l'Immigration et la Protection des Réfugiés - IRPA), Canada a choisi les réfugiés assistés par le gouvernement par l'utilisation de critères de vulnérabilité, y compris le besoin urgent de protection. Nous soutenons le processus de sélection adopté par les

gouvernements actuel et précédent, cependant, nous avons l'obligation de soutenir adéquatement les réfugiés réinstallés sous les objectifs d'immigration humanitaire. Les caractéristiques des réfugiés assistés par le gouvernement a changé considérablement depuis 2002. Nous voyons maintenant des réfugiés qui ont passé parfois des décennies dans les situations de réfugiés prolongées, faible niveau d'alphabétisation, des familles nombreuses, survivants de la torture et divers autres cas qui exigent des besoins extraordinaires. Il existe (6) six domaines que nous aimerions souligner à l'examen du budget supplémentaire.

- Programme de prêt de transport – le prêt de transport à intérêt (le seul pays qui émet de prêt à intérêt) qui couvre le coût du transport aller simple et l'examen médical à l'étranger devrait être terminé pour tous les réfugiés assistés par le gouvernement non seulement pour les Syriens;
- Le financement d'un programme national pour le soutien de l'établissement des réfugiés traumatisés. A cause des conditions graves de traumatisme et des troubles mentaux préexistants liés à la migration, que nous avons besoin en urgence de financement à terme court, pour des programmes limités dans le temps de counseling clinique dans la langue première dans le cadre du budget actuel du programme d'assistance de réinstallation. Nous attendons comme en Australie, des modèles réussis qui ont été financés pendant des années par le gouvernement fédéral comme faisant partie intégrante du programme d'établissement, pas à travers les ministères de santé provinciaux . Si nous ne pouvons soutenir adéquatement les problèmes de santé mentale des réfugiés, cela va continuer à affecter leur capacité à apprendre l'une des langues officielles du Canada et aussi à intégrer le marché du travail;
- Programmes d'orientation à l'étranger avant le départ et avant l'arrivée pour les réfugiés réinstallés, spécialement pour la jeunesse et les besoins des jeunes doit être étendu. Les expériences de migration auxquelles la jeunesse et les jeunes font face sont différentes de leurs parents-gardiens. En général, nous devons faire en sorte que tous les réfugiés réinstallés sont fournis avec certains programmes d'orientation spécialisés avant leur départ et avant leur arrivée au Canada;
- Financement supplémentaire qui visent l'établissement pour plusieurs années (jusqu'à 18-24 mois) soutien pour la gestion des cas d'établissement offerts en première langue, notamment l'accompagnement de familles de réfugiés qui ont des besoins spéciaux;

- Introduction de financement global ou autre mécanisme de financement en vertu de provisions de fédéral de santé intérimaire (IFH) au sujet des soins de santé primaires urgents pour les clients réfugiés; et
- Dispositions de soins d'enfants au sein du Programme d'Aide de Réinstallation sont nécessaires. Les lignes directrices actuelles du Conseil du Trésor empêchent la fourniture de soins d'enfant – garde enfant pour les parents réfugiés assistés par le gouvernement pendant leurs premières six 6 semaines au Canada. Cela signifie que les femmes, particulièrement les mères de jeunes enfants, ne peuvent pas participer activement et assister aux sessions d'orientation en premières langue fournies pendant leurs premières semaines au Canada.

Le travail direct de nos membres auprès des immigrants et des réfugiés constitue à bâtir la nation. Notre capacité en tant que pays à intégrer avec succès les nouveaux arrivants, aussi bien économiquement et socialement est directement liée en partie à ce que les nouveaux arrivants aient les programmes dont ils ont besoin en place afin de participer activement et de contribuer à la société Canadienne.